

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2015)
Heft: [1]: Numéro Thématique DEVA

Vorwort: Tous unis derrière le projet DEVA
Autor: Juilland, Dominique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

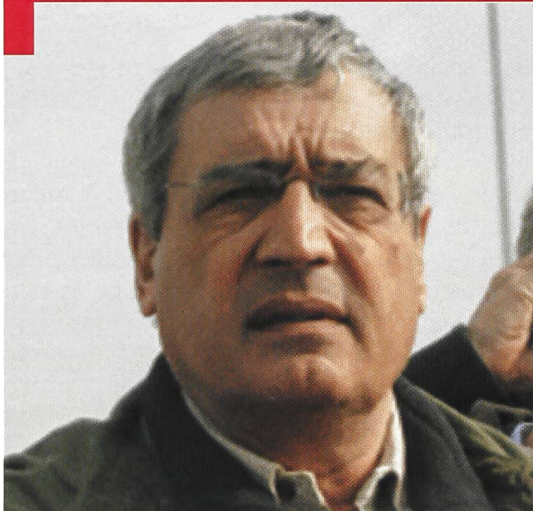
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Editorial

Tous unis derrière le projet DEVA

Div Dominique Juilland

Président de la RMS

Ce numéro spécial de la RMS a pour objectif d'informer nos lecteurs sur l'importante réforme en cours de notre armée, plus connue sous l'appellation DEVA (pour *Développement de l'Armée*).

Dans une première partie, nous répondons à la célèbre question du Maréchal Foch : « de quoi s'agit-il ? » Nous présentons d'abord à nos lecteurs l'objectif de DEVA. Ensuite, les responsables en charge de cet important dossier expliquent l'impact de cette réforme sur l'organisation, l'instruction et le fonctionnement de l'armée et en présentent les conséquences pour les citoyens astreints au service militaire.

Ce numéro veut aussi apporter un large éclairage sur les motifs qui ont conduit à cette réforme et expliquer pourquoi elle est indispensable. Des personnalités de tous horizons politiques et des décideurs en charge de notre politique de sécurité développent dans les pages qui suivent les arguments pour quoi ce projet qui est actuellement débattu aux Chambres fédérales est la bonne réponse – pour ne pas dire l'unique – réponse possible pour faire face aux défis sécuritaires d'aujourd'hui et de demain.

Partant des conditions cadres fixées par le pouvoir politique – armée de conscription et de milice, effectif de 100'000 hommes, budget annuel de 5 milliards de francs, 5 millions de jours de service par année – la réforme veut aussi corriger les lacunes de l'actuelle Armée XXI et surtout pouvoir mieux faire face aux risques et menaces qu'engendre le nouvel environnement sécuritaire caractérisé par des conflits hybrides et asymétriques.

La conception et les mesures envisagées sont décrites en détail dans les pages qui suivent. En introduction, nous nous contentons d'affirmer avec vigueur que le projet DEVA soumis actuellement aux Chambres fédérales est la meilleure réponse possible - compte tenu des conditions cadres fixées - pour protéger notre pays des violences

guerrières et infra-guerrières auxquelles il pourrait être exposé. Ce n'est certes ni l'armée idéale, ni l'armée optimale, mais c'est l'armée faisable.

Faisable à double titre :

Faisable parce que DEVA tient compte des paramètres dimensionnant de toute armée, à savoir la ressource démographique, les finances et la disponibilité des citoyens à faire service, notamment comme cadres. Que sert le modèle d'armée idéal si on ne peut pas doter, faute de moyens financiers, tous les soldats et toutes les formations d'un équipement et d'un armement - non pas ultra-moderne - mais suffisamment solide et rustique pour donner aux combattants une chance de succès face à l'adversaire ? Que sert une armée surdimensionnée si la ressource démographique ne suffit pas pour doter les formations d'officiers et de sous-officiers qualifiés en nombre suffisant pour encadrer les troupes ?

Faisable du point de vue politique, à savoir susceptible d'obtenir l'adhésion d'une majorité du parlement et du souverain.

Le projet DEVA illustre parfaitement cette définition de la politique que l'on attribue à Léon Gambetta : *La politique est l'art du possible*. Entre ceux qui veulent « moins – voire pas – d'armée » et ceux qui veulent « plus d'armée », il faut trouver le juste équilibre, c'est-à-dire la faisabilité politique. DEVA garantit cet équilibre, tout en étant militairement la réponse adéquate, parce qu'orienté vers l'avenir pour faire face aux menaces et risque qui pèsent aujourd'hui et qui pèseront demain sur notre Patrie.

D'un côté de l'échiquier politique, on veut nous faire croire que les finances et d'autres ressources de l'Etat sont à ce point limitées que nous sommes obligés de choisir « entre le beurre et les canons » pour reprendre un fameux slogan. En l'espèce, choisir entre la politique de l'état social et celle de l'état sécuritaire. C'est oublier qu'il



n'y a pas d'état social sans un environnement sécurisé. Il faut donc répartir les moyens de l'état de manière intelligente et équilibrée entre les deux domaines.

A l'autre bout de l'échelle politique, il y a ceux que l'on pourrait appeler les nostalgiques de la Guerre froide, les pessimistes, qui estiment que les efforts consentis pour l'armée, notamment en termes de budget et d'obligation de servir du citoyen, sont largement insuffisants. Eux semblent d'une part ignorer que beaucoup de Suissesses et de Suisses ne sont pas prêts à payer une « prime d'assurance » à leurs yeux exorbitantes pour couvrir la sécurité du pays sous la forme de la défense nationale. D'autre part, ils n'ont pas compris que nous vivons dans un environnement sécuritaire totalement différent qui exige une autre articulation de nos instruments de politique de sécurité, même si l'armée en reste le plus important, car réserve stratégique de notre pays.

Le pire scénario qui menace le projet DEVA est celui de la coalition contre nature de ceux qui veulent « plus d'armée » et de ceux qui veulent « moins d'armée ». Si une majorité issue de cette alliance venait à faire capoter ce projet en votation populaire, on se trouverait alors face à un « GRIPEN 2 » : c'est-à-dire devant les débris d'un chantier inachevé, qui à terme ne peut que conduire à la fin d'une armée solide et crédible et donc à la victoire de ceux qui depuis des années cherchent à priver la Suisse d'une sécurité solide.

C'est pourquoi il est indispensable que tous ceux qui sont convaincus de la nécessité d'une armée crédible, parce que bien armée, bien instruite et aux effectifs complets parlent d'une même voix pour envoyer un message univoque à nos concitoyens.

Certes, le projet DEVA n'est pas parfait. Les fantassins regretteront que les bataillons d'infanterie ne soient pas regroupés dans des brigades spécifiques. Les aviateurs – ou d'autres armes - pourraient s'estimer réduits à la portion congrue. D'autres encore regretteront le nombre de postes d'officiers généraux trop faible ou trop élevé. Il y en a qui voudrait des structures avec un peu plus de ceci, d'autres avec un peu moins de cela. La liste des revendications pourrait être allongée à l'infini. Mais on tomberait alors dans une solution irréalisable.

Les critiques ne mettent d'ailleurs généralement pas en cause les grandes lignes du projet DEVA. Mais si nous étalons ces avis dissonants sur la place publique, cela créera chez nos concitoyens le même sentiment de doute que lors de la votation sur l'achat du nouvel avion de combat et provoquera un second échec en votation populaire. Cet échec pourrait cette fois bien signifier l'arrêt de mort d'une défense solide et crédible. C'est pourquoi nous devons être tous unis derrière le projet DEVA.

D. J.

